REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 84-199 du 4 Mai, 1984

portant création d'un comité technique chargé d'étudier les possibilités de mise en oeuvre de la structure mixte d'exploitation des salles de cinéma à réaliser dans la Province de l'Ouémé par les Hommes d'Affaires.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;

VU le décret N° 82-441 du 30 Décembre 1982 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;

DECRETE :

Article 1er.- Il est créé un comité technique chargé d'étudier les possibilités de mise en oeuvre de la structure mixte d'exploitation des salles de cinéma à réaliser dans la Province de l'Ouémé par les Hommes d'Affaires.

Article 2.- Le comité est composé comme suit :

Président : Le Ministre des Finances

- Membres :
- Trois représentants du Ministre des Finances (Banque Béninoise pour le Développement - Banque Commerciale du Bénin - Caisse Autonome d'Amortissement)
 - Le Ministre des Travaux Publics, de la Construction et de l'Habitat ou son représentant,
 - Le Ministre de l'Information et de la Propagande ou son représentant,
 - Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice Populaire ou son représentant,
 - Le Ministre de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques ou son représentant,
 - Le Président du Comité d'Etat d'Administration de la Province de l'Ouémé ou son représentant.

Article 3.- Le comité a pour mission d'étudier et d'analyser scientifiquement, sous tous ses aspects, les possibilités de mise en oeuvre de la structure mixte d'exploitation des salles de cinéma à réaliser dans la Province de l'Ouémé par les Hommes d'Affaires en vue de propositions concrètes à faire.

Article 4.- Le comité devra travailler en étroite liaison avec les représentants désignés des Hommes d'Affaires privés de la Province de l'Ouémé et pourra faire appel à toute personne susceptible de l'aider dans l'accomplissement correct de sa mission.

Article 5.- Les conclusions des travaux du comité seront déposées au Chef de l'Etat, le 30 Juin 1984 au plus tard.

Article 6.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où sera.

Fait à COTONOU, le 4 Mai 1984

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU.-

Ampliations : PR 6, SA/CC/PRPB 4, SGG 4, Pts et Membres du comité MF
MTPCH, MIP, MJP, MIÉPSEP, Pt/CEAP OUEME 9.-